

## Compte-rendu de la réunion intersyndicale du 30 août 2018

La réunion s'est tenue le 30 août au siège de Force Ouvrière.

Toutes les organisations syndicales étaient invitées.

Étaient présentes : CGT- FO - Solidaires - FSU - UNEF - UNL

---

Les organisations syndicales partagent toutes l'analyse de la situation, les attaques violentes du gouvernement et les mesures régressives qui se préparent sur les champs particuliers de chacun mais également pour toute la société française.

Il est nécessaire de travailler ensemble pour organiser la prise de conscience, donner des perspectives et permettre la mobilisation.

FO a clairement un mandat depuis le congrès pour organiser une journée d'action interprofessionnelle. La première quinzaine d'octobre serait bien pour laisser le temps de bien préparer. Ne pas non plus prendre une date trop éloignée car il y a une attente.

La CGT est intervenue, conformément à ce qui a été décidé à l'assemblée de rentrée, pour porter une journée interprofessionnelle de grève, ancrée dans les entreprises sur les revendications des salariés, pour engager un processus de mobilisation. Les retraités appelant le 9 octobre, cette date est intéressante pour ne pas s'éparpiller et empiler les dates.

Solidaires partage l'idée de retenir une date, et celle du 9 serait judicieuse, tout en continuant d'essayer d'élargir et en prévoyant la suite. Ils réunissent leurs instances mercredi prochain et valideront la date qui sortira de la réunion.

La FSU partage les analyses et pense qu'il est nécessaire de continuer à travailler au plus près pour expliquer et mobiliser. S'engager dans une journée d'action impose de la réussir. Il faut définir une stratégie syndicale et une plateforme revendicative. Ils n'ont pas de mandat aujourd'hui et leurs instances se réunissent le 10 et 18 septembre. Ils avaient souhaités temporiser sur la date, ce qui, de l'avis des autres participants, aurait soit rendue la préparation plus difficile avec des délais plus courts, soit repoussé la date d'action ce qui n'est pas souhaitable.

L'UNEF va avoir une rentrée chargée avec parcours sup et les affectations. Le ministère dit qu'il n'ouvrira pas de places supplémentaires. La contestation est grandissante. L'étude coût de la vie prouve les difficultés des jeunes à avoir les moyens d'étudier sans travailler. Leur objectif est de travailler pour faire monter la pression après la rentrée.

Pour l'UNL, il existe un mécontentement très fort chez les lycéens. Un rassemblement est organisé le 21 septembre devant le Ministère avec une conférence de presse. Ils suivront sur la journée interpro avec revendications jeunes.